

# **CENTRE DE SANTE MENTALE ANGEVIN**

**CENTRE HOSPITALIER  
de Ste GEMMES S/LOIRE  
BP 50089  
49137 LES PONTS DE CE CEDEX**

Tél. : 02.41.80.79.84

Fax : 02.41.80.78.47

## **PROCEDURE ADAPTEE**

***MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE  
POUR LA CONSTRUCTION D'UNE UAO (UNITÉ D'ACCUEIL  
SPECIALISEE)***

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

N° 110029

du 28 décembre 2011

**Date limite de réception des offres :  
30 JANVIER 2012 à 17 HEURES**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières comprend 20 feuillets numérotés de 1 à 21

## SOMMAIRE

<b>Article 1</b>	<b>CONTENU DE LA MISSION</b>
<b>Article 2</b>	<b>AUTRES INTERVENANTS LIES A LA MAITRISE D OUVRAGE</b>
2.1	Contrôleur technique
2.2	Coordonnateur santé sécurité
2.3	Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier
<b>Article 3</b>	<b>REALISATION DES TRAVAUX</b> (choix du maître d'ouvrage, rappels de contraintes réglementaires)
<b>Article 4</b>	<b>ETUDES D'AVANT PROJET A PROJET ET D'EXECUTION</b>
<b>Article 5</b>	<b>ASSISTANCE AU MAITRE D'OUVRAGE POUR LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX</b>
5.1	Dossier de consultation des entreprises
5.2	Consultation des entreprises et analyse des offres
5.3	Projet de marchés de travaux
<b>Article 6</b>	<b>DIRECTION DE L'EXECUTION DU CONTRAT DE TRAVAUX, EXAMEN DE CONFORMITE ET VISA DES ETUDES D'EXECUTION DES ENTREPRISES, SUIVI DE CHANTIER</b>
6.1	Période de préparation, programme d'exécution des travaux
6.2	Documents d'exécution, proposés par les entreprises
6.3	Suivi de l'exécution des travaux
6.4	Ordres de service
6.5	Modifications de nature ou de coût des prestations définies dans les marchés de travaux
6.6	Diffusion des documents pendant le chantier
6.7	Décomptes mensuels et décompte général des marchés de travaux
<b>Article 7</b>	<b>ASSISTANCE AU MAITRE D'OUVRAGE POUR :</b>
	. Opérations de réception (y compris DOE)
	. Garantie de parfait achèvement
7.1	Réception
7.2	Dossier des Ouvrages exécutés (D.O.E)
7.3	Garantie de parfait achèvement

### ANNEXE AU CCTP

## **ARTICLE 1 - CONTENU DE LA MISSION**

Par référence au décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 et à l'arrêté du 21 décembre 1993, cette mission de maîtrise d'œuvre :

- concerne des ouvrages de bâtiment en construction neuve
- est une mission de base composée suivant les prescriptions de l'article 5 du décret n° 93 - 1268 avec :
  - D.Q.O. (dossier Quantitatif des Ouvrages)
  - Sans étude d'exécution
  - Etendue à l'OPC

### **Mission de base sans études d'exécution**

Le contenu de la mission de base est obligatoirement le suivant :

<b>Eléments normalisés constitutifs</b>	<b>Sigles</b>
▪ Avant-projet sommaire	APS
▪ Avant-projet définitif	APD
▪ Etudes de projet	PRO
▪ Assistance apportée au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux	ACT
▪ Examen de conformité	VISA
▪ Direction de l'exécution du contrat de travaux	DET
▪ Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement	AOR

Chaque phase d'étude fera l'objet d'une réunion de coordination entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

D'autres réunions peuvent être nécessaires, à l'initiative du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Cet ouvrage sera classé dans le domaine B3 avec un coefficient de complexité de 1.

## **ARTICLE 2 - AUTRES INTERVENANTS LIES A LA MAITRISE D OUVRAGE**

### **2.1 Contrôleur Technique**

Le maître d'ouvrage prévoit de se faire assister par un contrôleur technique ; sa mission portera au minimum sur la sécurité des personnes et la solidité des ouvrages.

Que ce soit au stade des études, de l'exécution des travaux ou de la réception, l'intervention d'un contrôleur technique ne décharge en rien le maître d'œuvre de ses responsabilités et de ses obligations. La mission du contrôleur technique est définie suivant le C.C.T.G applicable aux marchés de contrôle technique, introduit par le décret n° 99-443 du 28/05/99.

A chaque phase d'études, en application de l'article 10 du décret du 28 mai 1999, en tant que constructeur investi d'une obligation de résultat par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit, de sa propre initiative, donner suite aux avis, observations, remarques, mises en garde, etc... émanant du contrôleur technique. Le maître d'œuvre doit, en cas de besoin, demander des instructions au

maître d'ouvrage en explicitant clairement les raisons qui rendent nécessaires l'intervention de ce dernier.

Au stade de l'exécution des travaux, le contrôleur technique a pour mission de s'assurer que les vérifications techniques incombant à chacun des constructeurs (maître d'œuvre, entreprises) s'effectuent de manière satisfaisante et il en rend compte au maître d'ouvrage.

Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique ne s'adresse pas directement aux entreprises ; il adresse ses avis, rapports, etc... au maître d'ouvrage avec copie au maître d'œuvre. Au vu des avis, rapports, etc... du contrôleur technique, le maître d'œuvre a seul pouvoir pour donner les directives qu'il juge utiles aux entreprises. Toute demande de justificatif (document) émanant du contrôleur technique doit être satisfaite.

## **2.2 Coordinateur « sécurité et santé »**

Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur sécurité santé doivent mettre en œuvre les principes généraux de prévention tant au stade des études que de la réalisation des ouvrages (extrait de la loi n° 93-1418 du 31/12/1993).

Conformément au décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994, un coordonnateur sera désigné par le maître d'ouvrage au début des études.

Le coordonnateur doit en phase conception :

- Veiller à la mise en œuvre des principes généraux de prévention :
  - . Choix architecturaux,
  - . Procédés d'exécution.

Objectif :

- Protection collective intégrée pour travaux d'exécution et d'entretien – maintenance :
  - . structure,
  - . façades, toitures-terrasses,
  - . ascenseurs,
  - . équipements techniques,
  - . etc....
- Elaborer le Plan Général de Coordination (PGC),
- Constituer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage,
- Ouvrir le registre-journal,
- Définir les règles du chantier en matière :
 

. de protections collectives,	)
. d'appareils de levage,	) mise en place
. d'accès provisoire,	) utilisation
. d'installations générales.	) financement

Le coordonnateur doit en phase réalisation :

- Veiller à la mise en œuvre des principes généraux de prévention,
- Organiser la coordination des activités des entreprises :
  - . superposition, juxtaposition de tâches,
  - . installations générales,
  - . matériels,
  - . circulations horizontales et verticales.
- préciser aux entreprises les consignes « sécurité-santé »,
- procéder avec chacune des entreprises à une visite préalable du chantier,
- examiner et harmoniser les PPSPS,

- veiller à l'application correcte des mesures de coordination retenues,
- tenir à jour et adapter le PGC,
- veiller à l'application du PGC,
- compléter, si nécessaire, le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage,
- présider le CISSCT dont le maître d'œuvre fait partie (pour les opérations de niveau I),
- prendre les dispositions nécessaires pour contrôler l'accès des personnes sur le chantier.

### **Il s'agit en l'occurrence d'une mission de niveau 2**

Le coordonnateur santé-sécurité est invité à toute réunion organisée par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre, et il est destinataire du compte-rendu de la réunion.

Si le coordonnateur santé-sécurité souhaite l'organisation d'une réunion spécifique à sa mission, il s'adresse au maître d'ouvrage pour arrêter avec ce dernier les modalités d'organisation. Dans ce cas, le coordonnateur santé-sécurité établit et diffuse le compte-rendu.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au maître d'œuvre en application des dispositions du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs. Le maître d'œuvre est étroitement informé, surtout en cas de difficultés, étant rappelé que le maître d'œuvre dispose du fait des stipulations du marché de travaux passé entre le maître d'ouvrage et les entreprises :

- de quelques pouvoirs directs de mise en demeure à l'encontre des entreprises ne respectant pas leurs obligations,
- du pouvoir (et de l'obligation) de proposition au maître d'ouvrage de mettre en œuvre les moyens coercitifs contractuels (dont l'interruption des travaux, en cas de nécessité),
- du pouvoir de délivrer des ordres de service (après acceptation du maître d'ouvrage) pour commander des prestations non prévues au marché de travaux et qui s'avèreraient indispensables.

En cas de besoin, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur lors de l'analyse des offres.

Le maître d'œuvre reste responsable du suivi, de la bonne exécution des travaux et de la maîtrise des coûts.

Le démarrage des travaux n'est possible qu'après que le coordonnateur ait informé le maître d'œuvre du bon établissement des PPSPS. Ainsi, le démarrage des travaux ne sera effectif qu'après que les obligations édictées à l'article R 238-40 du code du travail soient remplies.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur ou tient à sa disposition dans la salle de réunion de chantier :

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- la liste tenue à jour des personnes autorisées à accéder au chantier,
- le calendrier détaillé d'exécution,
- les plans d'exécution et de chantier.

A chaque phase d'études et pendant toute la durée de sa mission, le maître d'œuvre donne suite aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre maîtrise d'œuvre et coordination SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur santé sécurité dispose de tous les pouvoirs d'interventions directes auprès des entreprises (et de tout autre participant à l'opération) qui lui sont donnés par le code du travail.

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail, et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

Le coordonnateur santé-sécurité a les pouvoirs d'interventions directes auprès des entreprises, qui lui sont donnés par les marchés de travaux passés entre le maître d'ouvrage et les entreprises. Il a participé à l'élaboration de ces marchés de travaux au travers de ses interventions lors de la mise au point du D.C.E.

En cas d'urgence et de danger grave, le coordonnateur santé-sécurité peut donner l'ordre écrit à une entreprise d'arrêter l'exécution de ses travaux.

### **2.3. Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier » (sans objet)**

Le maître d'œuvre inclura la prestation de coordonnateur O.P.C. dans sa mission de base.

## **ARTICLE 3 - REALISATION DES TRAVAUX**

(choix du maître d'ouvrage, rappels de contraintes réglementaires)

Le maître d'ouvrage a retenu un mode d'attribution des marchés de travaux par lots séparés à prix globaux forfaitaires.

Le maître d'œuvre propose la décomposition en lots, au plus tard dans le dossier PRO (voir ci-après) ; le maître d'ouvrage arrête la décomposition qu'il retient et qui s'impose au maître d'œuvre.

Au stade du dossier DCE (voir ci-après), la possibilité de variantes à proposer par les entreprises candidates sera admise.

La procédure de consultation retenue par le maître d'ouvrage est l'appel d'offres ouvert.

Sécurité et protection de la santé des intervenants sur le chantier du bâtiment :

- Le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier. Il tient compte des rapports du coordonnateur sur chaque phase d'étude,
- Le maître d'œuvre doit en particulier, dans le dossier de consultation des entreprises (DCE), suivant les modalités fournies par le coordonnateur :
  - . Définir avec précision la répartition entre les différents lots des modalités de mise en place et d'entretien des équipements d'hygiène et de sécurité :
- voies provisoires d'accès au chantier et de circulation sur le chantier,
- protection contre les intrusions sur le chantier,
- éclairage de ces voies d'accès et de la zone des installations de chantier,
- Sanitaires de chantier,
- Réfectoire,
- Installations électriques de chantier,
- Protections contre les chutes,
- Etc.....

. Fournir un plan masse indiquant la zone réservée aux installations de chantier.

Il assure durant le chantier les prérogatives nécessaires à la sécurité des travailleurs dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires.

Dans tous les cas, pour toute demande modificative ou nouvelle demande (de permis de construire ou équivalent), le maître d'œuvre fournit les documents nécessaires en autant d'exemplaires qu'il est prévu pour le dossier APS dans le présent marché (et en supplément des exemplaires du dossier correspondant aux études en cours).

#### **ARTICLE 4 - ETUDE D'AVANT PROJET A PROJET D'EXECUTION**

Chaque phase d'étude fera l'objet d'une réunion de coordination entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, et le contrôleur technique.

D'autres réunions peuvent être nécessaires, à l'initiative du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, notamment si la réception des dossiers a été faite avec réfaction ou refusée.

##### **A - Etudes d'avant projet**

Elles sont concrétisées par :

- un dossier « AVANT PROJET SOMMAIRE » APS ,
- un dossier « AVANT PROJET DEFINITIF » APD.

Sont incluses dans l'APS, toutes les pièces nécessaires à l'instruction du projet dans le cadre de la réglementation du « droit des sols » (permis de construire ou équivalent), dont :

- la formule de demande de Permis de Construire dûment complété prêt pour être signé par le maître d'ouvrage,
- l'identification et la signature du maître d'œuvre sur tous les plans,
- La notice de sécurité établie suivant le modèle imposé par l'Administration, et signée par le maître d'œuvre, accompagnée de toute demande de dérogation éventuelle, dans ce domaine, en mentionnant qu'elle est établie par le maître d'œuvre dans le cadre de sa mission, et qu'il propose au maître d'ouvrage de l'inclure dans sa demande de permis de construire (ou équivalent).

Cette notice est établie conjointement avec le contrôleur technique notamment au vu de son rapport sur le dossier APS. Au titre de la coordination SSI, il est établi un document regroupant les zones (ZD, ZS et ZA) avec présentation pour validation par la commission de sécurité du dossier :

- Les documents exigés par l'article R 4521-2 du Code de l'urbanisme (modifié par décret n° 94-408 du 18/05/95 relatif au « volet paysager du permis de construire ») y compris les photographies définies au I-A-5° de cet article R 421-2,
- Les documents et la notice exigés par les articles R 521-5, R 421-5-1 (1<sup>er</sup> alinéa), R 421-5-2 du Code de l'Urbanisme (modifié par décret n° 94-86 du 26/01/94 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des locaux d'habitation, des établissements et installations recevant du public).

Le dossier APS comporte notamment les éléments suivants :

- Notice descriptive sommaire
  - . dispositions techniques à envisager
  - . surfaces des différents espaces
  - . calendrier de réalisation
- Note concernant l'estimation financière
  - . estimation provisoire du coût prévisionnel des travaux,
  - . rapport avec l'enveloppe financière prévue dans le programme,
  - . justification et indication du mode de calcul (ratio/m2).
- Documents graphiques avec plans au minimum aux 1/200 et détails éventuels au 1/100.

Dans le cadre de sa mission, le maître d'œuvre doit reprendre, sans pouvoir prétendre à une quelconque rémunération supplémentaire, tout ou partie des études si le projet fait l'objet, de la part de l'autorité compétente (en matière de « droit des sols ») d'une décision défavorable ou favorable avec réserves (et quel que soit l'avancement des études au moment où cette décision est connue).

Sur demande du maître d'œuvre, les délais de la partie de mission (études) en cours au moment où cette décision est connue, peuvent être prolongés par ordre de service du maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 15.1 du CCAG.

Dans tous les cas, pour toute demande modificative ou nouvelle demande (de permis de construire ou équivalent), le maître d'œuvre fournit les documents nécessaires en autant d'exemplaires qu'il est prévu pour le dossier APD dans le présent marché (et en supplément des exemplaires du dossier correspondant aux études en cours).

Les relevés nécessaires, à l'exception des sondages complémentaires éventuels nécessaires, sont inclus dans les études d'avant projet. De même, la vérification des puissances existantes en électricité et des débits des réseaux intérieurs font partie de la mission.

Le dossier APD comprend notamment les éléments suivant :

- Notice descriptive (quantité 5)
  - . tableau des surfaces des éléments du programme,
  - . principes constructifs de fondation, de structure et dimensionnement à titre indicatif,
  - . matériaux préconisés (nature, conditions de mise en œuvre),
  - . installations et équipements techniques (avec justificatif pour choix éventuel du maître d'ouvrage).
- Note concernant l'estimation financière (quantité 3)
  - . estimation financière définitive du coût prévisionnel des travaux avec justification du mode de calcul.
- Documents graphiques (quantité 3 ) avec plans au minimum aux 1/100 et détails éventuels au 1/50. Un CD Rom des pièces graphiques lecture sur Autocad 2000.

Les études APD contiennent si nécessaires les études et le dossier de déclaration pour la protection de l'eau prévu par les décrets n° 93-742 et 743 en cinq exemplaires. Cette mission peut être sous-traitée à un bureau d'étude à déclarer mais fait partie intégrante de la mission de maîtrise d'œuvre.



La mission coordination avec les concessionnaires concerne les mises au point techniques de branchement des réseaux ainsi que la programmation des interventions. Le maître d'œuvre doit définir la gestion du tri des déchets retenu en fonction du programme des travaux et du chantier (importance, situation géographique et surface de chantier), à partir des traitements et filières de traitement et de valorisation existantes sur le département en concertation avec le coordonnateur de santé et de sécurité.

Les options sont proposées au stade de l'APD afin que le maître d'ouvrage les choisisse. Une estimation est à produire au stade de l'APD.

## **B - Etude de projet**

Elles sont concrétisées par un dossier « PROJET » qui contient l'ensemble des documents techniques (pièces écrites et plans) prêts pour être inclus dans le Dossier de Consultation des Entreprises (voir article 5.1 ci-après).

Sur demande du maître d'œuvre, les délais de la partie de mission (études) en cours au moment où cette décision est connue, peuvent être prolongés par ordre de service du maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 15.1 du CCAG.

L'établissement de certains documents PROJET, postérieurement à la conclusion des marchés de travaux est exclu.

A défaut, la prestation "ETUDE DE PROJET" ferait l'objet d'une réception avec réfaction et la mise au point des documents manquant serait confiée aux entreprises dans le cadre des marchés de travaux, avec visa par le maître d'œuvre, dans le cadre de l'élément de sa mission "EXAMEN CONFORMITE ET VISA DES ETUDES D'EXECUTION DES ENTREPRISES".

Ces documents (pièces écrites et plans) sont appelés à devenir contractuels et constituent l'ensemble des documents établis par le maître d'œuvre au titre de sa mission. Les documents d'exécution seront établis par les entreprises, par leurs propres moyens ou par des prestataires de leurs choix (après, dans ce cas, acceptation de ces sous-traitants par le maître d'ouvrage). Le traitement de ces documents est explicité article 6.2 ci-après.

La définition complète de l'ensemble des équipements visant à mettre l'établissement ERP en sécurité, ensemble dit « système de sécurité incendie –SSI » suivant norme NF S 61-932 est inclus dans la mission du maître d'œuvre.

Le projet doit, dans tous les cas, donner une définition complète des ouvrages projetés par le maître d'œuvre pour satisfaire à l'obligation de résultat qui est la sienne, à savoir, obtenir la livraison d'ouvrages répondant aux besoins et exigences du maître d'ouvrage exprimés dans le programme de l'opération. Cette définition suffisante pour permettre, le moment venu, aux entreprises candidates d'établir leurs offres est appelée « solution de base ».

Le dossier projet comprendra notamment :

- Notice descriptive par corps d'état :
  - . description et repérage de tous les éléments du projet, des matériaux préconisés et de leur mise en œuvre, en correspondance avec les documents graphiques (plans et détails),
  - . surface des différents locaux,

- . planning par corps d'état.
- Note concernant les coûts :
  - . estimatif des coûts par corps d'état.
- Documents graphiques :
  - . plans et coupes au 1/50<sup>e</sup>,
  - . détails significatifs avec une échelle allant du 1/20 au 1/2 selon le cas,
  - . CD Rom des documents graphiques.

L'estimation à produire au stade projet doit être la confirmation du coût arrêté au stade de l'APD.

Une liste indicative de plans d'exécution doit être si possible établie pour informer les entreprises des prestations à fournir. En tout état de cause, cette liste est complétée et définitivement établie au début de la période de préparation.

Il est précisé que le maître d'œuvre devra, dans le cadre de sa mission, participer à la réunion de synthèse des documents d'entreprises.

Les entreprises désigneront en outre le nombre de bennes avec leur affectation pour le tri sélectif des déchets de chantiers en fonction du schéma départemental.

Pour améliorer le fonctionnement, le maître d'œuvre mettra à disposition des entreprises les plans architectes et des caractéristiques techniques suivant le cadre défini en annexe du présent CCTP pour qu'elles établissent les plans d'exécution.

Signalétique extérieure et intérieure :

- En phase projet, un plan masse et un plan intérieur de couleur localisera les fléchages avec différenciation des circuits (personnel, public, service),
- En matière de décoration intérieure, les principaux lieux seront décrits à l'aide d'esquisse en perspective.

## **ARTICLE 5 – ASSISTANCE AU MAITRE D OUVRAGE POUR LA PASSATION DES CONTRATS DE TRAVAUX**

Elle est concrétisée par :

- le DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)
- le RAPPORT D'ANALYSE DES OFFRES
- le PROJET DE MARCHES DE TRAVAUX

### **5.1 Dossier de consultation des entreprises**

Le DCE, fourni par le maître d'œuvre, contient :

- . le règlement particulier de la consultation (RPC),
- . le cadre d'acte d'engagement (AE),
- . le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- . les documents techniques issus du dernier PROJET (CCTP, plans),
- . un cadre de décomposition du prix global forfaitaire (DPGF), décomposition par postes en concordance avec le CCTP et comportant au minimum l'indication des pièces (nombre, surface, volume, ...) à employer. Ce cadre est présenté de telle façon qu'il puisse être directement complété par les entreprises candidates. Les dépenses d'investissements de chantier, les DOE, les DIUO, et les frais d'étude

d'exécution doivent figurer chacune sur une ligne du bordereau, et les frais d'étude de synthèse détaillés,

- . le dossier adopté et préparé par le coordinateur : plan général de coordination, définition des PPSPS, cadre du CISST, définition du DIUO,
- . une liste des dossiers des ouvrages exécutés à fournir,
- . un cadre de calendrier d'exécution prévisionnel établi avec le coordinateur du chantier,
- . un plan définissant clairement les zones de terrain qui pourront être utilisées pour les besoins du chantier y compris voies d'accès. Les modalités de réalisation des aménagements nécessaires au chantier (clôtures, voies d'accès depuis le domaine public, voiries lourdes ou légères provisoires dans l'enceinte du chantier, raccordements aux réseaux, installations communes d'hygiène et de sécurité, zone de stockage des bennes, etc...) doivent être définies avec précision, y compris les remises en état du terrain à l'achèvement du chantier. En cas de marchés de travaux par lots séparés, et si plusieurs entreprises sont contractuellement chargées de ces aménagements, leurs prestations respectives doivent être parfaitement identifiables.

Deux CD Rom des pièces graphiques conformément à l'annexe du présent CCTP doivent être remis en phase DCE.

## **5.2 Consultation des entreprises et analyse des offres**

La consultation des entreprises est prévue être lancée en une fois.

### **5.2.1 Consultation des entreprises**

Le maître d'œuvre ou son représentant assiste aux commissions d'appel d'offres (candidatures, ouverture des plis, choix des entreprises).

En cas de marché négocié, le maître d'œuvre est associé à l'examen des références, compétences, moyens, etc, des entreprises à consulter.

Durant la consultation, le maître d'œuvre a l'obligation de communiquer automatiquement et par écrit à toutes les autres entreprises candidates tous renseignements complémentaires, qu'il s'est avéré indispensable de fournir à l'une d'entre elles, ceci afin de respecter la règle d'égalité des chances entre les entreprises candidates.

Si l'importance d'une imperfection mise en évidence dans les pièces techniques, incluses dans le DCE vient à le rendre indispensable (et dans les limites des possibilités offertes par le règlement de la consultation), le maître d'œuvre doit établir les additifs indispensables et les adresser à ses frais aux entreprises ayant déjà retiré le DCE.

### **5.2.2 Ouverture des offres et choix des entreprises**

Le maître d'ouvrage procède à l'ouverture des offres dans les conditions que lui impose la réglementation des marchés publics.

Après l'ouverture des plis contenant les offres, le maître d'ouvrage transmet au maître d'œuvre, pour avis, le dossier complet des propositions reçues. Celui-ci ne doit fournir à des tiers aucune des informations contenues dans ce dossier qu'il doit restituer intégralement au maître d'ouvrage avec son rapport évoqué ci-après. Le maître d'œuvre doit en outre respecter le caractère secret des détails de prix consentis par les entreprises.

Le maître d'œuvre établit, à partir des pièces qui lui sont remises et sans prendre contact avec les entreprises, un rapport dans lequel il indique pour chacune des offres notamment :

- . les points techniques sur lesquels ces offres ne sont pas conformes au DCE, ou le réserves éventuelles qu'elles appellent
- . les imprécisions, erreurs ou omissions relevées notamment dans les décompositions des prix forfaitaires ou sous-détails de prix unitaires.

Ce rapport doit être remis au maître d'ouvrage avec l'ensemble des pièces constituant les offres. Le maître d'ouvrage décide alors des contacts éventuels à prendre avec les entreprises candidates pour obtenir tous renseignements complémentaires jugés nécessaires.

En cas d'appel d'offres déclaré infructueux, le maître d'œuvre doit assister (y compris nouvelles analyses d'offres) le maître d'ouvrage dans le cadre du nouvel appel d'offres ou de négociations avec les entreprises candidates pour aboutir à des projets de marchés de travaux.

Le maître d'œuvre est consulté pour l'acceptation des sous-traitants si celle-ci est demandée à l'appui d'une offre.

Le choix définitif des entreprises et des offres les mieux disantes à retenir appartient au maître d'ouvrage qui, en en tenant le plus grand compte et sous sa responsabilité, reste néanmoins libre de suivre ou non les avis et propositions du maître d'œuvre dans ce domaine.

### **5.3 Projet de marché de travaux**

Sauf décision écrite du maître d'ouvrage telle que précisée au CCAP (article 5.6), les modifications ultérieures de natures et de coûts des ouvrages, proposées par le maître d'œuvre ne peuvent être interprétées que comme une insuffisance dans les définitions qualitatives et quantitatives des ouvrages et le maître d'œuvre doit assumer les tâches supplémentaires qu'impliquent ces modifications (voir en particulier l'article 6.5 ci-après). En outre, le maître d'œuvre ne doit pas perdre de vue les conséquences financières de telles modifications, qui, si elles s'avéraient impossibles à prendre en charge par le maître d'ouvrage, pourraient aboutir à l'arrêt de la réalisation.

## **ARTICLE 6 – DIRECTION DE L'EXECUTION DES CONTRATS DE TRAVAUX – EXAMEN – CONFORMITE ET VISA DES ETUDES D'EXECUTION DES ENTREPRISES – SUIVI DE CHANTIER**

Le contrôle général des travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs.

Le maître d'œuvre est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter modification qu'en respectant les prescriptions de l'article 6.5 ci-après.

### **6.1 Période de préparation – programme d'exécution des travaux**

La durée s'il y a lieu de la préparation ainsi que les conditions d'établissements du programme d'exécution des travaux sont fixés dans le CCAP du marché de travaux ou à l'article 28 du CCAG applicable aux marchés de travaux ; Cette période correspond également au délai légal d'établissement des PPSPS et à la mise au point de ceux-ci par le coordonnateur.

Le maître d'œuvre fait remettre par les entreprises toutes les pièces prévues à l'article 28 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

A l'aide des éléments recueillis auprès des entreprises, il établit, arrête et notifie aux entreprises le calendrier d'exécution.

## **6.2 Documents d'exécution proposés par les entreprises**

- plans,
- notes de calculs,
- études de détails,
- descriptifs de « prestations similaires » proposées (avis techniques, PV, réaction ou résistance au feu, documentation de fournisseurs,...),
- etc.....

Dans le cadre de sa mission, et pour l'application de l'article 29.13 du CCAG travaux, le maître d'œuvre doit le traitement (visa sans observation ou rejet avec observation) de tout document d'exécution présenté par une entreprise y compris document de synthèse. Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 14 (quatorze) jours à compter de la date de réception de chaque document, le contrôleur technique ayant 10 jours.

La diffusion de tout document d'exécution établi par une entreprise doit, sous le contrôle du maître d'œuvre, se faire suivant le schéma ci-après, qui doit être reproduit dans le CCAP de chaque marché de travaux et dans chaque compte-rendu de réunion de chantier ; ce CCAP stipule en outre que chaque entreprise doit fournir tout document soumis à visa au plus tard 20 (vingt) jours avant la date d'échéance fixée au CCAP travaux.

Le maître d'œuvre doit vérifier que les entreprises assurent la synthèse des plans. Elles doivent être en mesure de produire des plans regroupant les interventions de plusieurs caractéristiques techniques pour des points particuliers.

Le maître d'œuvre veille ainsi à donner aux entreprises le moyen d'assurer une cohérence dans leurs ouvrages respectifs et il contrôle cette cohérence lors de son traitement des documents fournis par les entreprises dans le cadre de la synthèse.

Une cellule de synthèse est mise en place sous la direction du maître d'œuvre pendant la période de préparation (1 mois).

Le maître d'œuvre assure la coordination en matière de SSI (Système de Sécurité Incendie) conformément à la norme NFS 61.932 pour le chantier concerné et la zone de mise en sécurité couvrant ce dernier. A ce titre, un document regroupant l'ensemble des constituants du SSI doit être établi par le titulaire d'un lot désigné.

Le maître d'œuvre doit tenir à jour et accessible au maître d'ouvrage et au contrôleur technique, le dossier « chantier » contenant les documents traités en cours de chantier. Ce dossier est la propriété du maître d'ouvrage.

Ce dossier chantier doit être mis à la disposition du coordonnateur qui peut reproduire à ses frais certains éléments selon ses besoins.

Les avis, rapports, etc... du contrôleur technique ne sont pas communiqués aux entreprises. Le maître d'œuvre a obligation de tenir compte des observations, conseils, etc... ainsi formulés (cf. article 2.2 ci-dessus) dans son traitement des documents d'exécution.

Qu'il y ait ou non intervention d'un contrôleur technique, le traitement des documents fournis par les entreprises reste de l'entière responsabilité du maître d'œuvre. Le maître d'œuvre reconnaît avoir les compétences nécessaires (en ayant prévu, si besoin, de s'attacher les compétences de salariés ou d'intervenants extérieurs). Les plans informatisés de l'architecte et des bureaux d'étude suivant les caractéristiques définies à l'article 7.2 du présent CCTP sont mis à la disposition des entreprises pour l'établissement des plans d'exécution.

Le visa est un « feu vert » donné à l'entreprise pour exécuter avec obligation de tenir compte des observations éventuelles qui doivent être explicites et portées sur les exemplaires du document classés au « dossier chantier » et remis à l'entreprise.

Un rejet doit s'effectuer dans les mêmes conditions avec indication précise des motivations pour fournir un nouveau document susceptible d'obtenir un visa.

**Un tableau de suivi des visas est tenu à jour par le maître d'œuvre, en signalant chaque exemplaire de plans examiné.**

### **6.3 Suivi de l'exécution des travaux**

Le maître d'œuvre doit, au titre de la mission que lui confie le maître d'ouvrage, suivre l'exécution des travaux. Il doit veiller à ce que les travaux soient effectués conformément au projet architectural ainsi qu'aux autres dispositions notamment techniques et économiques des marchés conclus entre le maître d'ouvrage et les entreprises. L'existence d'un contrôleur technique ne décharge en rien le maître d'œuvre de ses attributions et obligations. Il doit, en informant si besoin le maître d'ouvrage, prendre les décisions que nécessite la conduite d'un chantier, en particulier en cas d'évènement imprévu.

Au cas, où le maître d'œuvre entend se faire représenter pendant le chantier par un collaborateur, il doit justifier des qualifications de ce collaborateur et l'habilitier par écrit à agir en son nom en le désignant dans l'acte d'engagement. Le même collaborateur doit, sauf cas de force majeure (à justifier auprès du maître d'ouvrage), assurer le « suivi de l'exécution des travaux », de l'ordre de service de commencer les travaux, jusqu'à l'achèvement du délai de garantie.

Dans tous les cas, la personne responsable de ce « suivi de l'exécution des travaux » doit être désignée à l'acte d'engagement.

Pendant toute la durée du chantier, c'est-à-dire jusqu'aux opérations préalables à la réception, le maître d'œuvre doit organiser et diriger une réunion hebdomadaire de chantier avec les entreprises, y compris visite de chantier. Les représentants du maître d'ouvrage et du contrôleur technique peuvent assister à ces réunions. Le maître d'ouvrage organise des réunions mensuelles indépendantes.

Le coordonnateur santé-sécurité assiste au rendez-vous. Un créneau de ce rendez-vous doit être réservé à la sécurité du chantier et à la coordination du chantier.

Le rythme hebdomadaire fixé pour ces réunions de chantier ne peut être interrompu pour quel que motif que ce soit.

Chaque réunion de chantier doit faire l'objet d'un compte-rendu (et d'un seul) écrit :

- établi par le maître d'œuvre,
- diffusé à tous les participants, et intervenants habituels (maître d'ouvrage, contrôleur technique, coordonnateur santé-sécurité et au coordonnateur du chantier, entreprises, organisme utilisateur) télécopié au plus tard le 3<sup>ème</sup> jour ouvrable qui suit la réunion.

Le compte rendu est établi par le maître d'œuvre, dont un modèle aura été approuvé avant sa première diffusion par le maître d'ouvrage.

Toute réunion ou visite de contrôle pendant le délai de garantie est traitée de la même façon par le maître d'œuvre.

Outre la réunion de chantier hebdomadaire, une rencontre sera prévue mensuellement avec :

- le maître d'ouvrage,
- le maître d'œuvre,
- le contrôleur technique,
- le coordinateur santé-sécurité.

#### **6.4 Ordres de service**

Le CCAG travaux prévoit que le maître d'œuvre doit délivrer des ordres de service aux entreprises dans différents cas.

Dans tous les cas, les ordres de service sont écrits, signés par le maître d'œuvre, daté, numérotés et notifiés aux entreprises par le maître d'œuvre. Cette notification se fait obligatoirement par pli recommandé avec A.R.

Le maître d'œuvre adresse toujours une copie de chaque ordre de service mentionnant la date de réception par l'entreprise au maître d'ouvrage.

Un certain nombre d'ordres de service ne peuvent être émis par le maître d'œuvre que sur le vu de décisions écrites préalables du maître d'ouvrage :

- a) Ordres de service dont l'initiative est laissée au maître d'œuvre
  - pour chaque lot, ordre de service de commencer les travaux à la date définie au planning,
  - pour prolongation de délai en cas d'intempéries (CCAG travaux, article 19.22).
- b) Ordres de service que le maître d'œuvre ne peut délivrer qu'après décision du maître d'ouvrage
  - prolongation de délais d'exécution dans les cas prévus au CCAG travaux, articles 19.21 et 19.23,
  - ajournement et interruption des travaux.

#### **6.5 Modifications de nature ou de coût des prestations définies dans les marchés de travaux**

Une fois les marchés de travaux conclus entre le maître d'ouvrage et les entreprises, une partie essentielle de la mission du maître d'œuvre est de faire réaliser les travaux en stricte conformité avec les prescriptions des marchés.

Toute modification, qu'elle entraîne ou non une modification de prix, doit obtenir au préalable l'accord écrit du maître d'ouvrage. La présence aux réunions de chantier de représentants du maître d'ouvrage, du contrôleur technique, ne peut apporter aucune dérogation à cette règle. Selon la nature des modifications, le maître d'œuvre pourra proposer un nouveau planning d'intervention.

Pour des prestations manufacturées décrites dans les marchés par référence à une marque avec la mention « ou similaire », le maître d'œuvre a cependant pouvoir d'accepter sans en référer au maître d'ouvrage une prestation similaire proposée par une entreprise ; cela après avoir vérifié la complète équivalence avec le produit cité dans le marché. Dans ce seul cas, l'acceptation du maître d'œuvre peut se faire par mention dans un compte-rendu de réunion de chantier.

Ces modifications seront traitées dans les conditions suivantes :

- l'entreprise établit un devis estimatif (en valeur « marché ») des modifications envisagées en faisant clairement apparaître, d'une part les prix unitaires utilisés extraits de la décomposition du prix global et forfaitaire, et d'autre part, les prix nouveaux et le fournit au maître d'œuvre.
- le maître d'œuvre établit :
  - . le projet du document (avenant ou ordre de service),
  - . un rapport explicatif,
  - . tout document (plan...) descriptif nécessaire.

et fournit l'ensemble au maître d'ouvrage (après, si besoin, avoir consulté le contrôleur technique)

- après décision du maître d'ouvrage (acceptation ou rejet) l'avenant ou l'ordre de service est transmis :
  - . au contrôleur technique,
  - . au maître d'œuvre qui le notifie à l'entreprise avec ordre de service nécessaire,
  - . au coordinateur santé sécurité.

Un tableau des dépenses modificatives pourra être exigé par le maître d'ouvrage.

#### **6.6 Diffusion des documents pendant le chantier**

La diffusion des documents établis pendant le chantier par les entreprises est définie à l'article 6.2 ci-dessus. Cette diffusion doit être contractuelle, donc prévue dans les marchés de travaux, et le maître d'œuvre doit s'assurer régulièrement que cette diffusion est bien respectée par les entreprises.

Pour tout document établi par ses soins pendant l'exécution des travaux, le maître d'œuvre doit, après s'être assuré qu'il n'introduit pas de nouvelles exigences par rapport aux marchés de travaux, effectuer la diffusion suivante :

- 1 exemplaire au contrôleur technique,
- 1 exemplaire au coordonnateur SPS,
- 1 exemplaire à chaque entreprise concernée,
- 1 exemplaire au dossier chantier.

#### **6.7 Décomptes mensuels et décompte général des marchés de travaux**

Le règlement des comptes des travaux s'effectue suivant des modèles de décomptes (mensuel et général) imposés par le maître d'ouvrage.

Un état des dépenses prévisionnelles sur l'exercice annuel est à fournir sur demande du maître d'ouvrage.

##### **6.7.1 Ouverture des offres et choix des entreprises**

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des décomptes mensuels qui lui sont transmis par les entreprises par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet. S'il souhaite définir un délai pour la réception des décomptes, par dérogation au CCAG Travaux, ceci sera spécifié dans le



CCAP Travaux du DCE. Après vérifications , il transmet, pour visa au maître d'ouvrage, les projets d'acomptes correspondants.

Les décomptes mensuels des entreprises sont obligatoirement établis suivant le modèle fournis au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre doit veiller à y inclure une clause, en ce sens, dans les marchés de travaux.

Le maître d'œuvre doit indiquer (et pouvoir justifier) la date de réception de chaque décompte par ses soins.

#### 6.7.1.1 Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel d'une entreprise est fixé à (dix) 10 jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Au cas où le maître d'œuvre est contraint de retourner un projet de décompte à un entrepreneur, il doit informer le maître d'ouvrage :

- des raisons de ce renvoi,
- de la date de renvoi,
- de la date de réception par ses soins, du nouveau décompte établi par l'entrepreneur.

Dans ce cas et en prenant :

- d1, date de réception par le maître d'œuvre du premier projet de décompte,
- d2, date de renvoi à l'entreprise,
- d3, date de retour chez le maître d'œuvre du projet de décompte rectifié par l'entreprise,
- d4, date de remise du décompte.

le maître d'œuvre doit faire figurer d1, d2, d3 et d4 sur le décompte et le délai  $(d2-d1) + (d4-d3)$  doit être inférieur ou égal à 15 (quinze) jours calendaires.

#### 6.7.1.2 Pénalités pour retard

Si les délais ci-dessus ne sont pas respectés, le maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le taux par jour calendaire de retard est fixé au CCAP.

#### 6.7.2 Vérification du projet de décompte final d'entreprise

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre doit vérifier le projet de décompte final de chaque marché lié à l'opération et établir le décompte général suivant l'article 13.4 du CCAG Travaux. Le décompte général doit être établi suivant un modèle fourni par le maître d'ouvrage.

##### 6.7.2.1 Délai de vérification

Le délai dont dispose le maître d'œuvre pour chaque décompte général est décompté à partir de la réception du dernier décompte mensuel de travaux (valant projet de décompte final) remis par l'entreprise ou envoyé par lettre recommandée, jusqu'au jour de remise au maître d'ouvrage du décompte général prêt à être notifié à l'entreprise.

Ce délai est fonction du délai d'exécution des travaux à savoir : 15 jours.

Le maître d'œuvre ne peut disposer d'un délai d'exécution inférieur à quinze jours calendaires après la date de publication au « Moniteur des TP et du bâtiment » du dernier

index permettant la révision du solde. Le cas échéant, il s'agit donc là de la date limite au-delà de laquelle les pénalités sont applicables.

#### 6.7.2.2 Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'établissement d'un décompte général, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le taux, par jour calendaire de retard est fixé au CCAP.

En outre, si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage le décompte général mentionné ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage peut le mettre en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe. A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire établir le décompte général aux frais du maître d'œuvre défaillant.

### **ARTICLE 7 – ASSISTANCE AU MAITRE D OUVRAGE POUR LES OPERATIONS DE RECEPTION (y compris DOE) ET LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT**

#### **7.1 Réception**

Les obligations du maître d'œuvre relatives à la réception des travaux sont celles définies aux articles 41 à 43 du CCAG applicable aux marchés publics de travaux et complétées par les dispositions ci-après :

- l'organisation des opérations préalables à la réception (qui peut avoir lieu sur plusieurs jours) incombe entièrement au maître d'œuvre, y compris en ce qui concerne les essais dus par les entreprises. Le maître d'ouvrage et le contrôleur technique doivent être informés par le maître d'œuvre des dates retenues. Le maître d'œuvre doit tenir compte du fait que ces observations éventuelles du contrôleur technique ne sont opposables aux entreprises que si elles apparaissent dans la décision de réception du maître d'ouvrage ; le maître d'œuvre doit donc organiser les opérations préalables et faire ses propositions de réception en conséquence (c'est-à-dire en intégrant ces observations),
- Il doit donc être prévu des périodes pour les lots techniques notamment où les essais sont effectués en présence du bureau d'études techniques concerné,
- Le maître d'œuvre doit établir le PV des opérations préalables à la réception dans un délai de 10 (dix) jours ouvrables après le dernier jour de ces opérations préalables (en ayant tenu compte du rapport final du contrôleur technique) et les notifier à l'entreprise par pli recommandé avec AR en lui indiquant qu'elle doit retourner ce PV signé au plus tard 3 (trois) jours ouvrables après réception et qu'à défaut, elle sera considérée comme ayant refusé de signer ce PV. Le PV des opérations préalables doit clairement répertorier les (éventuelles) différentes « réserves » soit :
  - . épreuves et essais restant à effectuer,
  - . prestations non exécutées (ou considérées comme telles car exécutée de façon inacceptable) et restant à exécuter,
  - . imperfections à reprendre,
  - . imperfections non à reprendre, avec application d'une réfaction de prix,
  - . prestations prévues au marché, non exécutées, et dont l'exécution n'est plus nécessaire.
- Le maître d'œuvre doit remettre ce PV et ses propositions au maître d'ouvrage au plus tard 10 (dix) jours ouvrables après le dernier jour des opérations préalables ; à défaut, une pénalité définie au CCAP sera applicable au maître d'œuvre sans mise en demeure préalable,

- La réception des bâtiments ne peut être prononcée qu'à l'achèvement complet des travaux (tous corps d'état),
- Il n'y a réception que lorsque le maître d'ouvrage (personne responsable des marchés) prend la décision écrite prévue à l'article 41.3 du CCAG Travaux et la notifie ; par dérogation à cet article 41.3 du CCAG Travaux, il ne peut y avoir de réception « tacite » dans le délai de 45 jours à compter du PV des opérations préalables,
- Chaque entreprise reste responsable de ses ouvrages jusqu'à ce qu'elle ait reçu notification (lettre recommandée avec AR) de la décision de réception,
- Les marchés de travaux doivent indiquer clairement cette disposition et prévoir l'organisation du gardiennage par les entreprises (entre la date des opérations préalables et la notification de la décision de réception) ; dans les marchés de travaux, l'organisation en général du gardiennage du chantier par et entre les entreprises doit également être clairement prévue,
- Le maître d'œuvre assiste le maître d'ouvrage lors de la visite de la commission de sécurité en vue de l'ouverture de l'établissement au public.

## **7.2 Dossier des ouvrages exécutés (DOE)**

Le maître d'œuvre établit la liste détaillée des documents à fournir par chaque entreprise de façon à ce que cette liste soit incluse dans le Dossier de Consultation des Entreprises et devienne contractuelle à la signature du marché des travaux. Cette liste tient compte du dossier d'interruption ultérieur sur les ouvrages et qui doit être clairement scindé du reste du DOE pour chaque lot. Le cadre de détail estimatif du marché de travaux doit, en outre être conçu de façon à ce que la valeur de cette prestation DOE soit clairement indiquée par l'entreprise.

Il appartient au maître d'œuvre de collecter et de vérifier les documents fournis après exécution par les entreprises et (notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution) en application de l'article 40 du CCAG applicable aux marchés de travaux.

Par dérogation à cet article 40 du CCAG Travaux, chaque entreprise doit remettre ces documents au plus tard 15 jours après la visite des «opérations préalables à la réception», sauf les éléments nécessaires à l'ouverture de l'établissement (Commission de Sécurité) qui doivent être produits lors des opérations préalables, et les marchés de travaux doivent prévoir cette disposition.

Le maître d'œuvre doit attentivement vérifier, quant à leur conformité avec la réalité, les documents ainsi fournis par les entreprises : il devra porter la mention « vérifié conforme à l'exécution » et sa signature sur chaque document de l'un des exemplaires du dossier. Des retenues sont à prévoir pour absence de production des DOE dans le délai requis.

Dans le cadre de cet élément DOE, sont inclus dans la mission du maître d'œuvre :

- la mise des documents en dossiers (par corps d'état) avec chemise cartonnée à sangle, cartouche d'identification en couverture et liste des documents,
- la constitution de dossier technique dit « dossier d'identité du SSI » suivant (12) de la norme NF S 61-932 concernant les règles d'installations des SSI préalablement réceptionné,
- la reproduction éventuelle et la remise d'éventuels exemplaires supplémentaires de documents demandés par :
  - . le contrôleur technique pour l'établissement de ses rapports de fin de travaux,

. la Commission de sécurité pour formuler son avis sur l'ouverture de l'établissement au public.

- les PLANS « architecte » (masse, niveaux, coupes, façades) conformes à l'exécution (documents papier),
- les procès verbaux, certificats, etc des matériaux,
- une NOTICE TECHNIQUE accompagnée de plans, dessins, croquis, etc. contenant toutes les recommandations utiles pour l'exploitation et l'entretien de l'établissement. Cette notice devra souligner notamment celles des dispositions constructives qui jouent un rôle important dans la sécurité. Par exemple, surcharge admissible des planchers, par zone, précautions pour les percements et scellements, maintien en position fermée des portes qui contribuent à l'enclousonnement des escaliers, fixation des éléments démontables de faux-plafonds, réfection périodique des peintures intumescents, puissance maximum pouvant être demandée à chaque point de livraison du courant électrique.

**Le dossier constitué des documents des entreprises et de ceux du maître d'œuvre est remis au maître d'ouvrage en nombre d'exemplaires indiqué au CCAP accompagné d'une ou des disquettes permettant l'exploitation des DOE ultérieurement en informatique, suivant les critères définis en annexe du présent CCTP ; ceci concerne les plans architecte et les lots techniques.**

**Ce document ne constitue pas le DIUO fourni par le coordinateur SPS. Des retenues sont à prévoir pour l'absence de production des DIUO lors des opérations préalables à la réception. Le maître d'œuvre doit donc interroger le coordonnateur à ce moment au préalable de l'établissement du décompte correspondant.**

Une attestation du maître d'œuvre indique :

- 1) que les vérifications en cours de chantier qui lui incombent aux termes du décret du 31 octobre 1973 ont été effectuées,
- 2) que l'établissement construit est conforme aux prescriptions techniques contenues dans le dossier approuvé,
- 3) que les prescriptions du décret du 31 octobre 1973 ont été observées et notamment que tous les appareils de sécurité et toutes les installations techniques fonctionnent normalement.

### **7.3 Garantie de parfait achèvement**

Pendant le délai de garantie défini à l'article 44.1 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre doit traiter les éventuels désordres relevant de l'obligation de « parfait achèvement » qui lui sont signalés comme tels par le maître d'ouvrage avec :

- convocation des entreprises susceptibles d'être concernées à une visite sur place,
- direction de la visite pour déterminer l'origine des désordres, établissement et diffusion d'un compte-rendu,
- examen des propositions des entreprises pour remédier aux désordres et visa pour exécution,
- contrôle de l'exécution avec réunions périodiques et compte-rendus si besoin.

Un mois avant la fin du délai de garantie, le maître d'œuvre organise systématiquement une visite de l'ensemble des ouvrages en y conviant le maître d'ouvrage, l'exploitant éventuel et le contrôleur technique pour faire le relevé exhaustif des (éventuels) désordres apparus depuis la réception et non réparés.

Si des désordres subsistent, le maître d'œuvre les traite dans les conditions définies ci-dessus.

Il fait en outre ses propositions au maître d'ouvrage pour l'utilisation des garanties (retenue de garantie, caution personnelle et solidaire, garantie à première demande) fournies par les entreprises dans le cadre de leurs marchés.

Dans tous les cas, le maître d'œuvre organise une deuxième visite (dans les mêmes conditions que la première) de l'ensemble des ouvrages dans la semaine incluant le jour d'achèvement du délai de garantie (et au plus tard ce jour).

Il établit et diffuse un compte-rendu de cette deuxième visite.

Si des désordres subsistent, le maître d'œuvre les traite dans les conditions définies ci-dessus.

La mission du maître d'œuvre se poursuit jusqu'à acceptation par le maître d'ouvrage de la remise en état du dernier désordre apparu pendant le délai de garantie (ou de la levée de la dernière réserve de réception si, exceptionnellement, il en subsistait à l'achèvement du délai de garantie).